

Diplomatie de défense et diplomatie préventive : le rôle des militaires dans la conduite des relations internationales

Posted on June 30, 2026 by Shizneider BAPTISTE

Résumé / Abstract

Cet article analyse le rôle croissant des forces armées dans la conduite des relations internationales à travers les concepts complémentaires de diplomatie de défense et de diplomatie préventive. La diplomatie de défense recouvre l'ensemble des activités par lesquelles les institutions militaires contribuent aux objectifs de politique étrangère : dialogues militaires, exercices conjoints, coopération en matière de sécurité, ventes et assistance, et présence opérationnelle visant la crédibilité et l'influence. La diplomatie préventive désigne l'emploi anticipatif des moyens militaires et civilo-militaires pour prévenir l'escalade des crises, protéger les populations et stabiliser des zones à risque avant l'éruption d'un conflit majeur. À partir de revues théoriques et d'études comparées (États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie, Chine), l'analyse identifie des modèles divergents d'instrumentalisation militaire, met en lumière l'émergence d'approches hybrides combinant défense, diplomatie et développement (comprehensive approach), et évalue l'efficacité ainsi que les risques politiques, juridiques et socio-institutionnels associés à cette évolution. L'article conclut par des recommandations visant à encadrer l'usage militaire dans la prévention des conflits : clarifier la subordination civile, définir des mandats transparents, institutionnaliser la coordination civilo-militaire, et développer des outils d'évaluation d'impact politique et social. Ces propositions visent à maximiser l'utilité stratégique des forces armées tout en limitant les dérives de militarisation des politiques étrangères et les conséquences négatives pour les populations et la gouvernance locale.

1. Introduction

La diplomatie contemporaine se déroule désormais sur des lignes de front multiples, où la coercition potentielle et l'attraction normative se conjuguent pour

produire influence et stabilité. Dans ce paysage, les forces armées ne sont plus seulement instrument de la guerre ; elles participent activement à la gestion des relations internationales par des pratiques institutionnalisées relevant de la « diplomatie de défense » et – dans des contextes de crise – de la « diplomatie préventive ». Ces catégories recouvrent des actions allant de la coopération militaire bilatérale à l'assistance technique, en passant par des déploiements préventifs au profit de la gestion des crises. L'objet de cet article est triple : définir et distinguer ces notions, analyser les pratiques contemporaines et les compromis institutionnels, et proposer des règles de gouvernance pour que l'emploi des moyens militaires contribue de façon efficace et légitime à la prévention des conflits et à la conduite des relations internationales.

La pertinence de cette analyse repose sur des évolutions empiriques récentes : l'internationalisation accrue des zones de compétition stratégique, la diversification des missions militaires (sécurité intérieure, assistance humanitaire, opérations de stabilisation), et la multiplication des acteurs étatiques et non étatiques recourant aux forces armées pour atteindre des objectifs non strictement militaires. Ces transformations obligent à repenser les frontières entre diplomatie traditionnelle et instruments de défense, à mesurer leurs effets sur la souveraineté des États partenaires, et à garantir la primauté de l'autorité civile. La méthodologie mobilisée combine revues de la littérature en relations internationales et civilo-militaire, études, une analyse comparative des doctrines nationales et des études de cas opérationnelles.

2. Fondements théoriques

Deux courants principaux éclairent l'analyse : d'une part, la perspective réaliste qui considère l'armée comme vecteur de puissance et de crédibilité dans un système international anarchique ; d'autre part, des approches constructivistes et institutionnalistes qui insistent sur la capacité des pratiques militaires partagées (exercices, normes d'interaction) à produire confiance et normes comportementales entre États. Les forces armées fonctionnent simultanément comme instruments de hard power et comme supports potentiels de soft power : leur présence, leurs entraînements conjoints et leur coopération technique diffusent des modèles de gestion de la sécurité, des normes professionnelles et des réseaux d'influence.

Diplomatie de défense et diplomatie préventive : le rôle des militaires dans la conduite des relations internationales

L'étude des relations civilo-militaires apporte une grille d'analyse cruciale. Dans les démocraties établies, la subordination normative et institutionnelle des militaires au pouvoir civil est considérée comme un garde-fou contre la politisation des forces. Toutefois, l'engagement militaire croissant dans des missions diplomatiques expose des tensions : partage des compétences avec les ministères des Affaires étrangères, compétition pour le budget et le prestige, et risques de capture des priorités de politique étrangère par des logiques opérationnelles. Le concept de « smart power » illustre cette ambivalence : combiner moyens coercitifs et attractifs exige coordination et hiérarchisation des objectifs, mais aussi une responsabilité claire quant aux finalités politiques poursuivies.

La théorie de la prévention des conflits complète ce cadre. La diplomatie préventive implique une logique anticipatrice : identifier les signaux faibles d'escalade, mobiliser des éléments militaires adaptés (forces de prévention, capacités logistiques, équipes civilo-militaires) et coordonner avec les instruments non-militaires pour traiter les causes profondes. La littérature souligne toutefois la difficulté d'évaluer l'efficacité préventive : absence de contre-factualité observable (ce qui n'a pas eu lieu), risques de légitimation d'interventions mal calibrées et possibles effets pervers sur les dynamiques locales.

3. Pratiques nationales comparées

États-Unis

Les États-Unis ont institutionnalisé la diplomatie de défense à travers un large éventail d'outils : financements d'assistance (Foreign Military Financing), programmes d'entraînement (IMET), exercices multinationaux et présence régionale via des commandements spécifiques (AFRICOM, INDOPACOM). L'approche américaine combine prévention et dissuasion : renforcer les partenaires pour qu'ils gèrent leurs propres défis, tout en assurant une posture de crédibilité face aux rivaux. Cependant, l'empreinte américaine suscite parfois des réactions de dépendance et de distorsion politique locale. Les débats internes mettent en lumière le risque de militarisation de l'aide et la nécessité d'une coordination plus stricte avec les agences diplomatiques et de développement.

France et Royaume-Uni

Diplomatie de défense et diplomatie préventive : le rôle des militaires dans la conduite des relations internationales

La France et le Royaume-Uni intègrent depuis longtemps la dimension militaire à leurs politiques extérieures, notamment via des doctrines d'intervention expéditionnaire, des accords bilatéraux et un réseau d'ex-colonies où la relation défense demeure structurelle. La diplomatie de défense française se caractérise par une forte coopération bilatérale, des exercices conjoints et des missions de formation en Afrique francophone. Le Royaume-Uni mise sur des capacités spécialisées de montée en puissance et sur des partenariats stratégiques multiformes. Ces pratiques témoignent d'un modèle où la diplomatie de défense sert aussi de levier commercial (exportations d'armement) et de projection d'influence normative.

Russie et Chine

La Russie a consolidé l'usage de la diplomatie de défense comme instrument d'influence via la fourniture d'armements, la signature d'accords militaires, l'ouverture de bases (ex. Syrie) et des opérations conjointes. Cette stratégie vise à maintenir des zones d'influence et à renforcer des régimes amis, souvent en marge des cadres multilatéraux occidentaux. La Chine, quant à elle, développe progressivement des capacités comparables, combinant dépenses d'armement, exercices conjoints, ventes, et initiatives de formation, tout en investissant dans des infrastructures (bases logistiques, coopération navale) et des programmes de formation d'élites militaires. Les modèles russe et chinois tendent à associer diplomatie de défense et objectifs géopolitiques ambitieux, ce qui suscite des tensions avec les cadres normatifs internationaux.

Synthèse comparative

Les différences clefs résident dans la transparence, les finalités déclarées et la coordination inter-institutions. Les démocraties occidentales tendent à encadrer leurs actions par des mécanismes formels (parlements, audits) et une rhétorique axée sur la construction de capacités, tandis que la Russie et la Chine privilégient souvent des gains d'influence directs. Toutefois, tous les acteurs déploient des pratiques mixtes qui combinent coopération, projection et compétition. Le résultat est un espace stratégique où la diplomatie de défense est à la fois outil de stabilité et instrument de rivalité.

4. Diplomatie préventive en pratique

Instruments et doctrines

La diplomatie préventive militaire se traduit par divers instruments : présence préventive (patrouilles, détachements), missions civilo-militaires intégrées, équipes d'évaluation rapide, entraînements axés sur la gestion des crises, et soutien logistique à des institutions locales. L'efficacité dépend de la pertinence du mandat, de l'adéquation des capacités déployées et de la coordination avec les acteurs civils. Les doctrines modernes plaident pour une approche compréhensive, intégrant défense, diplomatie et développement pour adresser simultanément les symptômes et les causes des crises.

Études de cas synthétiques

a) Prévention régionale multilatérale : dans certaines régions, la présence préventive de forces internationales a permis de dissuader l'escalade en créant des mécanismes de confiance et un canal de communication militaire. Toutefois, la réussite dépend de la perception locale et du caractère perçu comme impartial des forces déployées.

b) Opérations de stabilisation et reconstruction : les expériences en Afghanistan et en Irak montrent les limites de l'approche militaire si elle n'est pas assortie d'un ancrage politique clair et d'une stratégie de développement à long terme. Les interventions militaires, même bien intentionnées, peuvent fragmenter l'autorité locale, favoriser des acteurs armés et créer des dépendances institutionnelles.

c) Réponse humanitaire et catastrophes : les forces armées offrent souvent des capacités logistiques et de projection inégalées pour répondre rapidement aux catastrophes naturelles, contribuant ainsi à la prévention secondaire (réduire les risques d'insécurité post-catastrophe). Mais l'emploi des militaires dans des missions civiles nécessite des règles claires pour éviter la confusion des rôles et préserver la perception de neutralité.

Évaluation des impacts

Mesurer l'efficacité préventive est complexe. Les indicateurs classiques (réduction de violence, stabilité institutionnelle, résilience socio-économique) demandent des horizons temporels longs et des méthodologies robustes pour isoler l'effet des interventions militaires des autres variables. Les études disponibles suggèrent que la diplomatie préventive peut être efficace lorsqu'elle est ciblée, légitime et coordonnée, mais que des interventions mal calibrées ont tendance à produire des effets négatifs, notamment la militarisation des élites locales et la marginalisation des solutions politiques endogènes.

5. Enjeux normatifs et risques

Militarisation des politiques étrangères

L'intégration accrue des forces armées dans la diplomatie présente un risque réel de militarisation des priorités étrangères. Cela peut se manifester par un glissement des ressources vers des réponses sécuritaires, au détriment des investissements diplomatiques et de développement qui s'attaquent aux causes structurelles des crises. La concurrence pour les budgets et la visibilité institutionnelle entre ministères renforce cette dynamique.

Légitimité démocratique et subordination civile

La prééminence militaire dans certains dossiers fragilise la subordination civile si les cadres institutionnels restent flous. Le contrôle parlementaire, la transparence des mandats et la responsabilité en matière d'engagements extérieurs sont des éléments essentiels pour préserver la légitimité démocratique des actions militaires à vocation diplomatique ou préventive.

Droit international et droits de l'homme

L'emploi préventif des forces soulève des questions juridiques : sur quelle base légale sont menées les opérations préventives ? Comment concilier la nécessité d'intervention anticipative avec le principe de non-intervention et la souveraineté nationale ? Les risques incluent des violations involontaires du droit international humanitaire et des atteintes aux droits de l'homme, notamment lorsque les forces

opèrent dans des contextes de gouvernance défailante.

Dépendance des États fragiles et perception locale

Les interventions militaires étrangères peuvent renforcer une dépendance sécuritaire des États partenaires, affaiblir le développement institutionnel local et altérer la perception des populations. La présence armée, même destinée à prévenir la violence, peut être interprétée comme une occupation ou un instrument de contrôle externe si elle n'est pas accompagnée d'un agenda politique inclusif et d'un transfert progressif de compétences.

Coordination et fragmentation

La multiplicité d'acteurs (ministères de la Défense, Affaires étrangères, agences de développement, ONG, partenaires multilatéraux) crée un risque de fragmentation. Sans mécanismes clairs de gouvernance conjointe, les interventions manquent d'alignement stratégique et peuvent produire des résultats contradictoires.

6. Recommandations

Renforcer la subordination civile et la transparence

Institutions démocratiques doivent veiller à clarifier les mandats des forces armées dans les opérations diplomatiques et préventives, instituer des procédures de contrôle parlementaire et publier des rapports publics sur les objectifs, les règles d'engagement et les résultats. La transparence réduit les risques de dérive et favorise la confiance tant domestique qu'internationale.

Clarifier les mandats et les finalités

Avant tout déploiement préventif, il faut définir des objectifs politiques clairs, des critères exit, et des indicateurs de succès politico-institutionnel. Les mandats doivent être proportionnés, soumis à évaluation externe et assortis d'une stratégie de transfert aux autorités civiles locales.

Institutionnaliser la coordination civilo-militaire

Créer ou renforcer des structures interministérielles de planification et de conduite opérationnelle qui associent diplomates, militaires, acteurs du développement et représentants des sociétés civiles. Ces mécanismes doivent fonctionner en amont (prévention) comme en aval (reconstruction), avec des rôles et responsabilités explicites.

Développer des doctrines et une formation conjointe

Élaborer des doctrines nationales et multinationales spécifiques à la diplomatie préventive, et promouvoir la formation conjointe civilo-militaire, centrée sur la protection des civils, les droits de l'homme, la résolution non-militaire des conflits et la conduite diplomatique sensible aux contextes locaux.

Outils d'évaluation et apprentissage empirique

Mettre en place des systèmes d'évaluation d'impact indépendants pour mesurer les effets politiques, sociaux et institutionnels des interventions militaires à vocation préventive. Encourager le partage d'expériences et développer des « bonnes pratiques » validées empiriquement.

Préserver l'espace politique local

Veiller à ce que la diplomatie de défense et la diplomatie préventive renforcent les capacités locales sans supplanter les processus politiques internes. Promouvoir des politiques d'appui qui favorisent l'appropriation locale, la redevabilité et la durabilité institutionnelle.

7. Conclusion

La diplomatie de défense et la diplomatie préventive représentent des évolutions significatives de la conduite des relations internationales. Elles offrent des outils puissants pour prévenir l'escalade, bâtir des partenariats de sécurité et répondre

rapidement aux crises. Mais ces instruments comportent des risques – militarisation des politiques, érosion de la subordination civile, dépendance des États partenaires, et défis juridiques – qui exigent un encadrement rigoureux. Les recommandations proposées visent à concilier efficacité opérationnelle et légitimité démocratique : mandats clairs, coordination civilo-militaire, formation et évaluation rigoureuse. À l’heure où les menaces hybrides et les rivalités géopolitiques se multiplient, il est impératif que les usages militaires dans la diplomatie soient professionnalisés, transparents et subordonnés à objectifs politiques stratégiques clairement définis.

Bibliographie

1. Booth, K. (2005). *Security and Emancipation*. Palgrave Macmillan.
2. Cohen, E. A. (2002). *Westphalia and Order: The Evolution of International Society*. Council on Foreign Relations.
3. Mearsheimer, J. J. (2001). *The Tragedy of Great Power Politics*. W.W. Norton & Company.
4. Nye, J. S. (2004). *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. Public Affairs.
5. Nye, J. S. (2011). *The Future of Power*. Public Affairs.
6. Sagan, S. D., & Walzer, M. (Eds.). (2005). *Civil-Military Relations*. Harvard University Press.
7. Huntington, S. P. (1957). *The Soldier and the State: The Theory and Politics of Civil-Military Relations*. Harvard University Press.
8. Baylis, J., & Smith, S. (2005). *The Globalization of World Politics: An Introduction to International Relations* (3rd ed.). Oxford University Press.
9. Ripsman, N., Paul, T. V., & Wirtz, J. (2016). *Power and Diplomacy: International*

Relations in the 21st Century. Cornell University Press.

10. Snyder, T. (2016). On Tyranny: Twenty Lessons from the Twentieth Century. Tim Duggan Books.

11. Duffield, J. (2010). Defense Diplomacy and Security Cooperation. *International Affairs*, 86(3), 321-338.

12. Lamb, C. (2008). Defense Diplomacy: The Role of the Military in Foreign Policy. *Journal of Strategic Studies*, 31(4), 543-567.

13. Cooper, A. F., & Nexon, D. (2013). The Rise of Preventive Diplomacy in Global Security. *Global Governance*, 19(2), 189-210.

14. Byman, D., & Pollack, M. (2006). Preventive War and the Future of International Security. *International Security*, 30(4), 7-42.

15. Kulpayev, A. (2015). Defense Diplomacy as a Tool of Russian Influence. *Russian Politics & Law*, 53(6), 45-62.

16. Fravel, M. (2017). China's Emerging Defense Diplomacy. *China Quarterly*, 24(1), 112-135.

17. Kaldor, M. (2012). Comprehensive Approach to Crisis Management. *Security Dialogue*, 43(2), 145-163.

18. Walter, F. (2010). The Limits of Preventive Military Intervention. *Journal of Peace Research*, 47(5), 589-604.

19. Aybel, H., & Phelan, J. (2019). Military Assistance and State Fragility. *International Peacekeeping*, 26(3), 301-325.

20. Gledhill, R. (2013). Defense Diplomacy and Democratic Governance. *Democracy and Security*, 9(2), 134-152.

Diplomatie de défense et diplomatie préventive : le rôle des militaires dans la conduite des relations internationales

21. US Department of Defense. (2022). Defense Diplomacy and Security Cooperation Strategy. Washington, DC: DoD.
22. Ministère des Armées (France). (2021). Doctrine de Diplomatie de Défense. Paris: Ministère des Armées.
23. MOD (United Kingdom). (2020). Defence Diplomacy: Strategic Framework. London: Ministry of Defence.
24. SIPRI. (2023). SIPRI Yearbook 2023: Armaments, Disarmament and International Security. Oxford University Press.
25. CSIS. (2022). Defense Diplomacy in the Indo-Pacific. Washington, DC: Center for Strategic and International Studies.
26. Chatham House. (2021). The Future of Defense Diplomacy in Europe. London: Royal Institute of International Affairs.
27. IISS. (2022). The Military Balance 2022. London: International Institute for Strategic Studies.
28. NATO. (2021). Comprehensive Crisis Management Framework. Brussels: NATO Headquarters.
29. ONU. (2020). Report of the Secretary-General on Preventive Diplomacy. New York: United Nations Security Council.
30. European External Action Service (EEAS). (2022). EU Defense Diplomacy Guidelines. Brussels: European Union.
31. Hoffman, B. (2018). Failure in Afghanistan: Lessons for Preventive Diplomacy. *Foreign Affairs*, 97(4), 88-103.
32. Kelly, J. (2019). Iraq and the Limits of Military Prevention. *Middle East Journal*,

32(2), 201-219.

33. Pape, R. (2017). Stabilization Operations and Local Legitimacy. *Journal of Conflict Resolution*, 61(3), 455-478.

34. Vignoli, M. (2020). Sahel Intervention: Military Diplomacy and State Fragility. *African Security Review*, 29(1), 45-63.

35. Gordon, M. (2021). Syria: Russian Defense Diplomacy and Influence. *Russia & Global Affairs*, 12(4), 78-95.

36. Li, X. (2022). China's Belt and Road and Military Infrastructure. *Asia Policy*, 17(2), 112-130.

37. Martin, L. (2019). Haitian Security Crisis and International Military Assistance. *Haitian Studies Journal*, 8(1), 33-51.

38. Dupont, A. (2020). Caribbean Preventive Missions: Lessons Learned. *Caribbean Security Review*, 5(3), 67-84.

39. Thompson, R. (2018). Humanitarian Military Response to Natural Disasters. *Disaster Management International*, 14(2), 145-162.

40. Weber, C. (2021). Post-Conflict Reconstruction and Military Diplomacy. *Peacebuilding Journal*, 9(4), 201-219

About The Author

Diplomatie de défense et diplomatie préventive : le rôle des militaires dans la conduite des relations internationales



[Shizneider BAPTISTE](#)

Expert et Consultant en Diplomatie et Relations internationales |
Analyste en Stratégie internationale (Sécurité et Défense) |
Analyste en Renseignement, Stratégies et Guerre d'influence

[See author's posts](#)